

Révolution au comité d'entreprise de Disney

Un comité d'entreprise remplacé par... cinq comités distincts. Une annonce du géant des loisirs, qui intervient après une année marquée par des malversations financières.

CHESSY

Faut-il y voir l'effet du scandale financier qui a entaché son actuelle direction l'an passé ? Toujours est-il que le comité d'entreprise (CE) d'Euro Disney devrait être entièrement réorganisé cette année. Après une première réunion de travail le 5 février, le CE doit se pencher aujourd'hui sur le « projet de modification des pratiques sociales » porté par la direction du géant des loisirs, qui emploie 13 000 salariés. Concocté par le directeur des ressources humaines de Disneyland, ce projet prévoit l'éclatement de l'actuel CE en cinq comités d'établissement distincts, sous la houlette d'un comité central d'entreprise (CCE) réduit à la portion congrue.

■ **Un fonctionnement plus efficace.** C'est l'argument principal de cette réorganisation. Les dossiers qui ne concernent pas toute l'entreprise seront traités au niveau des conseils d'établissement. Ce qui devrait remédier à l'encombrement actuel de l'agenda du CE : 31 réunions programmées en 2009, 22 l'année précédente... sans compter les assemblées

extraordinaires. Pour Djamila Ouaz, représentante CFDT au CE, cette réforme devrait contribuer également à « mieux responsabiliser les chefs d'établissement ». « Aujourd'hui, on nous renvoie à la direction centrale dès qu'il y a un problème quelque part. Avec cette réorganisation, les négociations se feront au plus près du terrain... »

■ **Les syndicats craignent des inégalités.** Les négociations risquent pourtant d'être serrées sur le découpage. L'actuel projet de la direction se compose de cinq comités d'établissement : les hôtels associés au Disney Village regrouperont 3 119 salariés, les parcs, 6 534 salariés, les services de maintenance et de support aux opéra-

tions, 1 375 salariés ; sans oublier l'administration (1 854 salariés) et un ensemble produits-optimisation (700 salariés). « Un découpage disproportionné, selon Djamila Ouaz. Le résultat, c'est qu'on aura, dans la même entreprise, des établissements de riches, qui brasseront de gros budgets, et des établissements de pauvres, qui ne pourront pas offrir les mêmes avantages à leurs salariés. » Un constat partagé par le syndicat minoritaire FO. Trois nouvelles réunions sont prévues avant avril pour évoquer le découpage avec les partenaires sociaux.

■ **Un timing très serré.** Soutenue depuis plusieurs années par l'inspection du travail, la refonte du CE vient

d'être lancée en début d'année au pas de charge par le directeur des ressources humaines. Il va devoir faire vite pour obtenir un accord avant les prochaines élections des représentants du personnel à la fin de l'année. Guy-Bruno M'Boé, du syndicat Force ouvrière, suppose que ce calendrier pourrait même être accéléré. « Ils vont signer fin juin, et les élections seront organisées dans la foulée dès début septembre », assure le représentant FO. Et pour cause : selon lui, « une avancée rapide de ce dossier permettra au DRH, mis en difficulté par le scandale des malversations au CE, de sauver sa tête dans l'entreprise ».

AURÉLIEN PÉROL

Une procédure d'appel bloque l'expertise des comptes

L'expertise judiciaire des comptes du CE d'Euro Disney est repoussée sine die, après l'appel interjeté le 5 février par l'avocate du comité d'entreprise. En janvier, après les révélations dans nos colonnes d'un vaste détournement de fonds présumé à la tête du CE, la direction du géant des loisirs avait demandé en

référé que les comptes du comité sur les trois dernières années soient épluchés par la justice. Étrangement, l'avocate du CE avait alors obtenu que le comité d'entreprise — pourtant en proie à d'importantes difficultés financières — paie l'expertise sur ses deniers. Une décision qui avait déclenché la colère de plusieurs

élus du comité. La déclaration d'appel émanant du CE, formulée là encore sans en informer les élus, vise semble-t-il à réparer cette erreur. Elle permet également à son secrétaire, Amadou N'Diaye, visé par des accusations de détournement, de gagner du temps...

A.P.